



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

rapport du GIEC

Question au Gouvernement n° 1221

Texte de la question

RAPPORT DU GIEC

M. le président. La parole est à Mme Célia de Lavergne, pour le groupe La République en marche.

Mme Célia de Lavergne. Monsieur le Premier ministre, l'urgence climatique est là, maintenant : elle s'impose à nous. Les citoyens français le savent et les citoyens français attendent des réponses fortes. Nous tous, ici présents, sur l'ensemble de ces bancs, nous en sommes les témoins au quotidien sur le terrain.

Hier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – GIEC – a rendu son sixième rapport d'évaluation. Il dit très simplement que nous ne sommes pas sur la bonne trajectoire engagée par la COP21. Il nous faut contenir le réchauffement climatique en deçà du seuil de 1,5° C, car au-delà, les changements seront irréversibles. Mais, au rythme actuel, ce seuil pourrait même être franchi dès 2030.

Concrètement, cela impliquera : une modification de notre climat au quotidien, avec des records de chaleur comme ceux que nous avons connus cet été ; le creusement des inégalités sur la planète, avec la démultiplication des mouvements migratoires et des tensions géopolitiques croissantes ; la disparition de la biodiversité, en particulier d'espèces animales et végétales qui sont utiles à la préservation de notre santé et de notre environnement.

La bonne nouvelle de ce rapport, c'est qu'il est encore possible de contenir le réchauffement en deçà des 1,5° C, mais cela ne se fera pas sans un sursaut international, ni sans l'engagement unanime de tous les décideurs politiques. Il faut donc accélérer.

Votre gouvernement est mobilisé depuis plus de quinze mois, à travers l'action forte du ministre de la transition écologique et solidaire, et nous sommes à vos côtés dans tous les secteurs. Cet engagement doit aussi être celui de chacun des membres du Gouvernement : l'économie, le logement, la cohésion sociale, les transports, l'agriculture, le budget sont autant de politiques publiques qui doivent être responsables vis-à-vis de cette transition, et engagées pour la réussir. En effet, aussi difficiles que soient aujourd'hui les arbitrages, la planète exige que nous nous engagions davantage pour que la transition écologique et solidaire soit pleine et entière.

Dès lors, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous indiquer les ambitions du Gouvernement et la manière dont chacun de vos ministres est mobilisé pour répondre aux enjeux et à la demande de sursaut légitime de la population française ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Edouard Philippe, Premier ministre. Madame la députée, les scientifiques du GIEC ont rendu, vous l'avez

évoqué, un rapport qui fait la synthèse d'années de travaux et d'expertises et qui documente l'urgence de la situation. Ce rapport confirme, par une analyse étayée, le sentiment qu'un nombre croissant de nos concitoyens éprouvent lorsqu'ils regardent autour d'eux le monde tel qu'il va, lorsqu'ils constatent la multiplication des épisodes de grande chaleur et de grande sécheresse, lorsqu'ils observent la réduction de la biodiversité, lorsqu'ils voient les effets terribles du dérèglement climatique, la transformation des milieux naturels, les effets de la déforestation. Lorsque l'impression individuelle est confirmée par une telle masse d'analyses scientifiques, vous avez raison, madame la députée, il n'est pas permis de détourner la tête.

Ce constat relève de l'évidence, mais j'observe comme vous, et comme nombre de responsables politiques, que ce constat scientifique, qui m'apparaît incontestable, est remis en cause par certains États, par certains gouvernements. C'est un problème qu'il convient d'avoir en tête, car nous ne pourrions trouver une solution à ce défi pour l'humanité que de manière collective. Et tous ceux qui pensent que les problèmes qui se posent à tous - celui-ci ou un autre - peuvent trouver une solution nationale, mettent l'avenir en péril. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Conscient de cet enjeu, le Gouvernement s'est engagé, depuis sa nomination, dans une voie qui consiste à prendre des mesures. Ces mesures, nous y croyons, même si nous savons qu'elles ne sont pas toujours faciles à appliquer. (*Mêmes mouvements.*) Nous avons ainsi pris la décision, et ce fut l'une des premières lois votées par cette assemblée, d'interdire l'exploitation des hydrocarbures.

M. Thibault Bazin. Ce n'est plus « En marche », c'est « Sur place » !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Cette décision, qui peut sembler...

M. Fabrice Brun. Punitive !

M. Edouard Philippe, Premier ministre. ...marginale en métropole, ne l'est absolument pas dans la France ultramarine. Nous avons par ailleurs pris la décision, et nous l'assumons, d'augmenter la taxe carbone. Tous les candidats à l'élection présidentielle ont souligné la nécessité d'augmenter cette taxe, mais nous savons parfaitement qu'une augmentation effective de la taxe carbone, destinée à envoyer un signal-prix qui soit à la fois clair, prévisible et irréversible, fait peser sur un certain nombre de Français une contrainte budgétaire considérable. C'est la raison pour laquelle nous accompagnons cette contrainte d'un certain nombre de mesures, telles que la prime à la conversion, le chèque énergie ou la densification de l'offre de transport en commun. C'est seulement de cette façon que nous permettrons à notre pays de faire face aux enjeux que vous décrivez.

Nous avons également pris la décision, dans le plan climat, de fermer, à un horizon déterminé, l'exploitation des centrales à charbon. Ce n'est pas un sujet facile, madame la députée, et je peux vous le dire, parce qu'il se trouve que j'ai été le maire de l'une des quatre communes où l'une de ces centrales à charbon continue de fonctionner.

M. Gilbert Collard. C'est long !

M. Sébastien Chenu. C'est surtout nul !

M. Edouard Philippe, Premier ministre . Il est très facile de dire qu'il ne s'agit que de petites choses, mais lorsqu'on est confronté à ces sujets dans la pratique, on sait combien ils sont sensibles, on sait combien ils posent des questions socialement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Nous assumons de le faire, nous accompagnerons les transitions, mais on ne peut pas dire qu'il s'agit de mesures dérisoires. (*Exclamations sur les bancs du groupe FI.*)

Il nous appartient, madame la députée, d'être à la hauteur de cet enjeu. Ce n'est pas une question simple, elle ne supporte pas de formules simplistes...

M. Aurélien Pradié. Des formules creuses !

M. Edouard Philippe, *Premier ministre*. La prochaine Conférence des parties – COP –, qui se tiendra en Pologne en décembre, sera un rendez-vous capital. Il n'est pas certain qu'elle réussisse, mais François de Rugy, qui est aujourd'hui à Luxembourg pour préparer cette prochaine COP avec ses homologues européens, y représentera la France. Il essaiera de faire prévaloir notre approche, afin que nous soyons à la hauteur des enjeux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Célia de Lavergne](#)

Circonscription : Drôme (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1221

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 octobre 2018](#)